

PAR COURRIEL

Québec, le 15 mars 2021

Monsieur

Objet : Demande d'accès à l'information
N/Réf. : 0101-420

Monsieur,

La présente fait suite à votre demande d'accès reçue le 23 février 2021 par laquelle vous désirez obtenir de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) de l'information à l'égard de la mise en ligne de billets de ski par la Sépaq pour le parc national du Mont-Saint-Bruno à savoir :

1. *« Quelle est la quantité de billets de ski mise en ligne par la Sépaq pour le parc national du Mont-Saint-Bruno pour les samedi et dimanche de la saison hivernale 2020-2021 (à ce jour).*
2. *Si ce chiffre est variable d'une fin de semaine à l'autre, est-ce que certains clients sont privilégiés (par exemple ceux qui effectuent la location d'équipements).*
3. *Comment la capacité (en termes de billets quotidiens) a été calculée? »*

Tout d'abord, sachez que nous ne détenons pas d'archive sur la quantité de billets de ski mise en ligne dans le passé. Nous ne pouvons donc donner suite à votre demande conformément à l'article 1 et au paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 47 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) (ci-après : « Loi sur l'accès »).

Toutefois, nous nous sommes informés auprès de la direction de l'établissement et nous tenterons de répondre du mieux possible à vos questions.

Pour répondre au premier et au troisième volet de votre demande, la quantité de billets de ski mis en ligne pour le parc national du Mont-Saint-Bruno pour la saison 2020-2021 varie entre 250 et 350 billets par jour de fin de semaine et est ajustée en fonction de divers paramètres qui sont évalués par la direction du parc, dès la mise en ligne jusqu'au jour de l'événement. Ces paramètres sont, notamment, la capacité d'accueil des installations, les espaces de stationnement disponibles, la météo, le nombre d'abonnements saisonniers en circulation, l'achalandage et les autres activités offertes. Cette façon de faire nous permet de minimiser le surachalandage et le nombre de fermetures quotidiennes et de maximiser le nombre de billets de ski offerts quotidiennement.



À titre indicatif, nous vous transmettons, ci-joint, la quantité de billets vendus les jours de fin de semaine pour la saison en cours. Puisque les quotas de vente peuvent être ajustés à la hausse le jour même en fonction de l'achalandage réellement constaté, le nombre de billets vendus peut parfois dépasser le nombre de billets initialement offerts en ligne, afin de maximiser le nombre de billets offerts aux skieurs.

En ce qui concerne le second volet, cette quantité est variable pour les raisons mentionnées ci-haut. Le quota de billets réservés à la clientèle locative est lui aussi limité et est soumis à une gestion indépendante du quota de billets réguliers mis en ligne. Sachez toutefois que les personnes mineures et celles qui détiennent un abonnement saisonnier ont toujours accès aux sentiers de ski lorsqu'ils sont ouverts, dans la mesure où ils ont accès au parc.

Considérant que votre demande a été traitée conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès, nous vous rappelons que vous pouvez demander la révision de la présente décision à la Commission d'accès à l'information, sur demande faite dans les trente (30) jours de la date de la présente décision, en vous conformant aux articles 135 et suivants de la loi précitée. À cette fin, un avis de recours est joint à la présente.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La responsable de l'accès aux documents,

Original signé

Kathleen Lavoie, avocate, LLB

p. j. Document
Extrait de Loi
Avis de recours

© Éditeur officiel du Québec
Ce document n'a pas de valeur officielle.

Dernière version disponible
À jour au 20 octobre 2020

chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Accès au document.

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

(...)

Accès au document.

47. Le responsable doit, avec diligence et au plus tard dans les vingt jours qui suivent la date de la réception d'une demande:

1° donner accès au document, lequel peut alors être accompagné d'informations sur les circonstances dans lesquelles il a été produit;

1.1° donner accès au document par des mesures d'accommodement raisonnables lorsque le requérant est une personne handicapée;

2° informer le requérant des conditions particulières auxquelles l'accès est soumis, le cas échéant;

3° informer le requérant que l'organisme ne détient pas le document demandé ou que l'accès ne peut lui y être donné en tout ou en partie;

4° informer le requérant que sa demande relève davantage de la compétence d'un autre organisme ou est relative à un document produit par un autre organisme ou pour son compte;

5° informer le requérant que l'existence des renseignements demandés ne peut être confirmée;

6° informer le requérant qu'il s'agit d'un document auquel le chapitre II de la présente loi ne s'applique pas en vertu du deuxième alinéa de l'article 9;

7° informer le requérant que le tiers concerné par la demande ne peut être avisé par courrier et qu'il le sera par avis public;

8° informer le requérant que l'organisme demande à la Commission de ne pas tenir compte de sa demande conformément à l'article 137.1.

Si le traitement de la demande dans le délai prévu par le premier alinéa ne lui paraît pas possible sans nuire au déroulement normal des activités de l'organisme public, le responsable peut, avant l'expiration de ce délai, le prolonger d'une période n'excédant pas 10 jours. Il doit alors en donner avis au requérant par courrier dans le délai prévu par le premier alinéa.

1982, c. 30, a. 47; 2006, c. 22, a. 26.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.